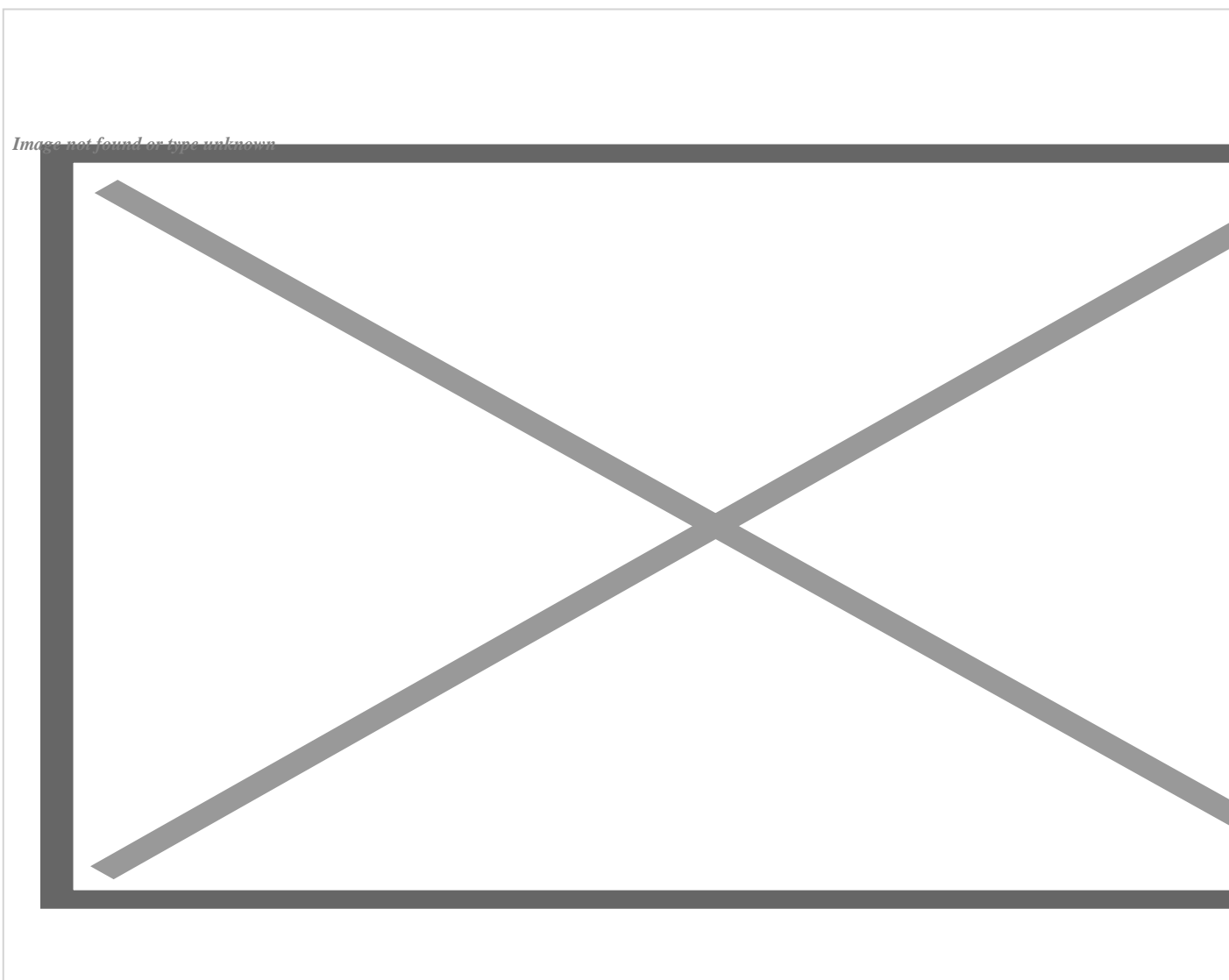


Le soutien à Cristina Fernández se poursuit



Par María Josefina Arce

Les Argentins continuent d'exprimer leur soutien à la vice-présidente Cristina Fernández, cible d'une persécution politique qui, transférée au niveau judiciaire, a fabriqué de fausses accusations pour l'écartier de la vie politique du pays et l'empêcher de participer aux processus électoraux.

Sous le slogan "La ville avec Cristina", la réunion a eu lieu à Buenos Aires, la troisième du genre ces derniers mois, après celles du 11 mars et du 1er avril.

De même, le 13 avril déjà passé, des centaines de personnes se sont mobilisées dans la capitale, autour du Palais de Justice, pour exiger une réforme judiciaire et la fin des attaques contre Fernández.

En décembre dernier, l'ancienne présidente a été condamnée à six ans de prison et à l'interdiction à vie d'exercer une fonction publique pour des irrégularités présumées dans l'attribution de 51 contrats entre 2003 et 2015, ce que la vice-présidente a rejeté et nié au cours des trois années d'audience.

Cristina Fernández a dénoncé l'existence d'une mafia, d'un État parallèle, et a souligné à plusieurs reprises que la sentence était déjà écrite. En effet, les procureurs impliqués dans l'affaire sont liés à l'ancien président de droite Mauricio Macri.

Tout cela au milieu d'une campagne médiatique intense, qui visait à faire croire à la société argentine les fausses nouvelles qui inondaient quotidiennement les grands médias afin de discréditer, de criminaliser et de saper le soutien populaire dont elle jouit.

Un scandale déclenché en décembre a démontré la véracité des allégations de Fernández. En octobre, plusieurs juges, hommes politiques et hommes d'affaires ont effectué un voyage payant à Bariloche, dans la propriété d'un magnat britannique et ami de Macri. Parmi eux figurait le juge Julián Ercolini, chargé de l'enquête sur l'affaire de la vice-présidente.

Mme Fernández a également été victime d'une tentative d'assassinat devant la porte de sa maison en septembre dernier. Les commanditaires présumés n'ont pas été formellement inculpés et, comme cela a été signalé lors de la réunion de Buenos Aires, le pouvoir judiciaire n'a pas dit ce qui s'est passé.

La persécution de l'ancienne présidente est un nouveau chapitre d'un plan qui a pris de l'ampleur ces dernières années en Amérique latine et qui a eu des conséquences désastreuses pour la démocratie et les droits de l'homme.

Les dirigeants populaires qui recherchent le bien-être de leur peuple sont pris pour cible ; c'est également le cas de Luiz Inácio Lula Da Silva au Brésil et d'autres. L'ancien dirigeant syndical a également été accusé de corruption présumée et la justice brésilienne a commis de nombreux actes arbitraires à son encontre.

Des irrégularités admises par l'arrêt du Tribunal suprême fédéral qui, en 2021, a annulé les condamnations pour corruption présumée à l'encontre de Lula Da Silva et l'a rétabli dans ses droits politiques.

La guerre judiciaire vise à écarter du chemin de la prison les dirigeants du peuple qui peuvent revenir et travailler pour le bien de leur pays, ce qui n'est pas à l'ordre du jour de la droite.

Source : teleSUR

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/320782-le-soutien-a-cristina-fernandez-se-poursuit>



Radio Habana Cuba